

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 30/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REVIVAL

1430 AV DREYFOUS DUCAS
ZONE PORTUAIRE
78520 LIMAY

Code AIOT : 0006512345

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/08/2023 dans l'établissement REVIVAL implanté 1430 AV DREYFOUS DUCAS ZONE PORTUAIRE 78520 LIMAY. L'inspection a été annoncée le 09/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- 1430 AV DREYFOUS DUCAS ZONE PORTUAIRE 78520 LIMAY
- Code AIOT : 0006512345
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REVIVAL est spécialisée dans l'exploitation d'installations de transit, regroupement ou tri de métaux et de déchets dangereux. Sur le site de l'avenue Dreyfous Ducas, elle exerce notamment des activités de traitement de déchets non dangereux par l'intermédiaire d'un broyeur à métaux et de véhicules hors d'usage dépollués.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- traçabilité et conditions d'admission des déchets ;
- gestion de l'établissement ;
- conditions de rejets ;
- moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/10/2013, article 2.8	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 25/10/2013, article 7.6.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet
3	Conditions de rejets	Arrêté Préfectoral du 25/10/2013, article 3.3	/	Sans objet
4	Conditions d'admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/10/2013, article 5.1.8	/	Sans objet
5	Conditions d'admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/10/2013, article 5.1.9	/	Sans objet
7	Prescriptions particulières liées au pré-broyeur	Arrêté Préfectoral du 25/10/2013, article 7.7.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'équipe d'inspection a constaté la bonne tenue de l'installation en matière de stockage de déchets et de propreté globale du site. Elle constate également que l'exploitant a investi des moyens importants dans la mise en place de dispositifs de lutte contre l'incendie au cours des dernières années. L'ensemble des systèmes de détection et de lutte incendie sont considérés comme fonctionnels le jour de la visite d'inspection.

Deux points font néanmoins l'objet d'une non-conformité. En effet, L'exploitant doit communiquer à l'Inspection des installations classées, les résultats du test de contrôle des débits des poteaux incendie et de la motopompe présents sur l'installation. L'équipe d'inspection rappelle à l'exploitant que ce test devra s'effectuer en simultané.

L'exploitant communiquera également son bilan mensuel d'activité à l'équipe d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant présente son compte Trackdéchets à l'équipe d'inspection. Il est constaté que le compte est opérationnel et utilisé régulièrement par l'exploitant. L'équipe d'inspection procède à un contrôle d'un bordereau de suivi des déchets (BSDD) (référence : 20230822-1GD2EG16T) faisant mention d'un traitement de véhicule hors d'usage (VHU) non dangereux possédant le code déchet : 16 01 06. Il est constaté que l'ensemble des informations relatives à la traçabilité des déchets y sont renseignées. L'équipe d'inspection constate également que le numéro de SIRET associé au BSDD correspond au numéro du site inspecté et non du siège permettant ainsi une meilleure traçabilité des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2013, article 2.8
Thème(s) : Autre, Rapport mensuel
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant établit un rapport mensuel d'exploitation comportant a minima les informations suivantes pour chaque jour d'exploitation du broyeur :

- quantité de déchets traités par type de déchets ;
- horaire de fonctionnement du broyeur ;
- incidents rencontrés (souffle, surpression, imbroyables, etc), en précisant la durée, l'intensité les valeurs mesurées en autosurveillance lors de l'incident, les conditions météorologiques, les causes et les actions correctives menées ;
- résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques ;
- tout fait marquant devant être porté à la connaissance de l'inspection.

Le rapport mensuel d'exploitation est transmis à l'inspection des installations classées avant la fin de la deuxième semaine suivant le mois de référence.

Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection un tableau sur le logiciel AS400, qui est un progiciel de gestion intégrée (PGI ou ERP), dans lequel sont recensées les éléments suivants :

- Les quantités de déchets traités par type de déchets ;
- Leur provenance ;
- Les horaires de fonctionnement du broyeur ;
- Les incidents rencontrés ;
- La durée de l'incident ;
- Les mesures correctives prescrites par le protocole du groupe au niveau régional.

Néanmoins, ce document ne précise pas les éléments suivants :

- Les conditions météorologiques lors de l'incident ;
- L'intensité de l'incident ;
- Les causes de l'incident ;
- Les actions correctives menées (celles réellement menées, et non celles prévues par le protocole, qui peuvent être nuancées) ;
- Les résultats de l'auto-surveillance des rejets atmosphériques menée lors de l'incident.

De plus, l'équipe d'inspection constate que l'exploitant ne possède pas de document synthétisant l'ensemble des informations mentionnées à l'article 2.8 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2013.

Par message électronique du 29 août 2023, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les bilans annuels relatifs aux années 2021 et 2022. Ceux-ci précisent les quantités de déchets traitées par catégorie de déchets, leur département de provenance, ainsi que les résultats des campagnes de mesures des émissions atmosphériques réalisées annuellement par les entreprises habilitées. Mais ces rapports n'apportent pas de précisions sur les éléments prescrits par l'article 2.8 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2013.

Non-conformité n°20230824 – NC - 1:

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées, chaque mois, le rapport mensuel d'exploitation comprenant, a minima, les éléments prévus par l'article 2.8 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2013.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2013, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance dans l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les poussières, les PCDD/F et les métaux (As, Cd, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, V).</p> <p>Il prévoit notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans un délai de six mois suivant la notification du présent arrêté ;- selon une fréquence au moins annuelle. <p>Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures sont réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.</p> <p>Les prélèvements peuvent être mis en œuvre notamment sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- sols ;- air ;- matières grasses animales ;- végétaux. <p>Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.</p>
<p>Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le rapport d'essais (référence : 83VC04756) effectué par le laboratoire MANUMESURE, certifié COFRAC, pour l'année 2022. Les essais se sont tenus au cours de la période comprise entre le 18 novembre et le 21 décembre 2022 et comprennent quatre points de mesures représentatifs des typologies de terrain entourant le site de l'exploitant. Les prélèvements mis en œuvre se sont exclusivement basés sur le paramètre « air ».</p> <p>L'équipe d'inspection constate que l'ensemble des paramètres mentionnés à l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2013 ont été mesurés. Le rapport d'essais conclut sur l'absence d'impact sur le voisinage proche de l'exploitation en matière de retombée atmosphérique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions d'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2013, article 5.1.8
Thème(s) : Risques accidentels, Détection de matières radioactives
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les installations sont équipées d'un détecteur fixe de matières radioactives permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement entrant ou sortant. Le seuil de détection de ce dispositif est fixé à 3 fois le bruit de fond local. Il ne peut être modifié que par l'action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage du seuil de détection est vérifié selon un programme de vérification défini par l'exploitant. Le dispositif de détection de matières radioactives est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure de bruit de fond ambiant. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection de matières radioactives.
Constats : L'équipe d'inspection constate la présence de deux ponts-bascules chacun équipé d'un portique fixe de détection de matières radioactives permettant de contrôler l'ensemble des déchets entrants ou sortants de l'installation. Chaque portique est muni de deux détecteurs de radioactivité dits DSP. L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le rapport, en date du 16 février 2023, de la société SAPHYMO en charge des contrôles et des étalonnages annuels des DSP. Aucune non-conformité n'est constatée par l'équipe d'inspection à la lecture du rapport de contrôle. Les DSP sont considérés comme conformes. L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que les seuils de bruit de fond sont calibrés à environ 1,5 fois le bruit de fond local afin d'obtenir une maîtrise du risque radioactif plus importante. Les seuils de détection sont systématiquement et exclusivement contrôlés par la société SAPHYMO, l'exploitant n'intervenant pas sur ce dispositif.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conditions d'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2013, article 5.1.9
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure en cas de détection de matières radioactives
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant met en place une organisation de la gestion des déchets émettant des rayonnements ionisants en cas de détection. Il établit une procédure relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du dispositif de détection visé à l'article 5.1.10 du présent arrêté. La procédure visée au premier alinéa mentionne notamment : <ul style="list-style-type: none">- les mesures d'organisation, les moyens et méthodes nécessaires à mettre en œuvre en cas de déclenchement du dispositif de détection en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement ;- les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone des secours extérieurs ;- les dispositions prévues pour le stockage des déchets dans l'attente de leur caractérisation. Toute détection fait l'objet d'une recherche sur l'identité du producteur et d'une information immédiate de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection la procédure de gestion de déclenchement des portiques de détection de la radioactivité. Cette dernière est rédigée et déployée à l'échelle du groupe Derichebourg environnement. L'équipe d'inspection constate que la procédure est affichée et facilement consultable dans les locaux du personnel en charge de l'entrée et sortie des véhicules. L'équipe d'inspection constate que l'ensemble des points mentionnés à l'article 5.1.9 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2013 sont présents sur la procédure présentée. L'exploitant informe l'équipe d'inspection que la zone de stockage des chargements considérés comme radioactifs est localisée en extérieur, plus précisément sur la zone d'attente des bennes camions vides. Cette surface, d'une grande taille, permet à l'exploitant d'isoler et de confiner aisément les chargements en cas de besoin. L'exploitant précise à l'équipe d'inspection qu'en cas de déclenchement des portiques de détection de matières radioactives, l'identification du producteur du déchet est systématique et facile. En effet, un chargement correspond inévitablement à un unique producteur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2013, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">- 12 poteaux incendie de 60 m³/h répartis à proximité de l'ensemble des bâtiments ;- 27 robinets d'incendie armés efficacement protégés du gel dont l'implantation aura été définie à partir du plan d'implantation des différentes aires de stockage visé à l'article 5.1.12.4 du présent arrêté, de manière à pouvoir atteindre les principaux foyers d'incendie ;- 1 installation d'extinction automatique d'incendie dans le bâtiment de stockage des résidus de broyage automobiles ;

- 1 aire motopompe pour les pompiers avec un tuyau d'aspiration muni d'une crépine située à 50 cm sous le niveau le plus bas de la seine ;
- 1 rampe d'arrosage du convoyeur de transfert des broyats en sortie du broyeur ;
- 1 extincteur de 9 kg ABC pour l'aire de distribution de carburants ;
- des extincteurs portatifs, pour la défense interne des locaux, à eau pulvérisée de 6 litres minimum ou en cas de risque électrique à poudre ABC de 6 kg, répartis judicieusement à raison de 1 pour 200 m² de plancher avec un minimum d'un appareil par niveau.

L'établissement dispose en toute circonstance de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie. Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

L'exploitant fait réaliser annuellement un essai en simultané des hydrants du site (poteaux incendie et aire motopompe pompiers) afin de vérifier qu'un débit minimum de 240 m³/h est atteint.

Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le procès-verbal d'intervention du parc poteaux et bouche incendie effectué par la société EUROFEU en date du 23 février 2023. L'équipe d'inspection constate que le poteau incendie n°1 est considéré comme non fonctionnel (absence de bouchon). Il est cependant constaté que l'ensemble des poteaux incendie, au nombre de 12, possède un débit de 60 m³/h. L'équipe d'inspection n'identifie pas dans ce rapport de test effectué en simultané des hydrants du site. L'exploitant est dans l'incapacité de justifier du respect d'un débit minimum de 240 m³/h de poteaux incendie présents sur son installation.

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection les procès-verbaux des RIA et des extincteurs en date du 10 mars 2023 également réalisé par la société EUROFEU. L'équipe d'inspection constate à la lecture des documents présentés par l'exploitant la présence de 34 RIA sur l'installation ainsi que la présence de 81 extincteurs. L'équipe d'inspection constate que plusieurs extincteurs et RIA doivent subir des interventions de réparation. L'exploitant présente l'ensemble des documents justifiant des interventions de réparation des équipements de lutte incendie et précise à l'équipe d'inspection qu'il possède 4 RIA de rechange sur son site.

L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'un dispositif de détection automatique composé de 3 caméras infrarouge est présent dans le bâtiment de stockage des résidus de broyage automobiles. Il précise à l'équipe d'inspection qu'en cas de détection de fumée une alarme sonore se déclenche induisant un report d'alarmes sur les téléphones de l'exploitant. Un système d'extinction automatique d'incendie (rideau d'eau) est également activé en parallèle. L'exploitant précise qu'un exercice de contrôle est effectué trimestriellement dont le dernier date du 13 juillet 2023. Le système a été considéré comme opérationnel par l'exploitant à l'issue de dudit exercice. Enfin, il présente à l'équipe d'inspection le rapport de contrôle annuel (référence : n° contrat 2074114/0005) , effectué entre le 3 et 5 avril 2023 par la société DESAUTEL. Les systèmes sont considérés comme opérationnels.

L'équipe d'inspection constate la présence d'une motopompe. L'exploitant informe l'équipe d'inspection que ce dispositif n'est cependant jamais utilisé. En effet, les pompiers ont signalé à l'exploitant leur volonté d'utiliser l'eau présente en Seine en cas de besoin.

L'équipe d'inspection constate la présence d'une rampe d'arrosage du convoyeur des broyats fonctionnelle le jour de l'inspection. Elle constate également la présence de 13 "lances crapaud" pouvant être déclenchées manuellement.

L'équipe d'inspection constate la présence d'un extincteur de 9 kg ABC pour l'aire de distribution de carburants. Elle constate également la présence d'extincteurs portatifs conformes aux obligations mentionnées à l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2013.

Non-conformité n°20230824 – NC – 2 :

L'exploitant fait réaliser un essai en simultané des hydrants du site (poteaux incendie et aire motopompe pompiers) afin de vérifier qu'un débit minimum de 240 m³/h est atteint. Il

communiqué les éléments attestant du respect de cette obligation à l'Inspection des installations classées dans un délai maximum de 15 jours suivant la date de réception des éléments.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prescriptions particulières liées au pré-broyeur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2013, article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: La goulotte d'alimentation du pré-broyeur est équipée d'un dispositif d'extinction à pulvérisation d'eau pour se prémunir du risque d'échauffement de pièces en sortie du pré-broyeur. Ce dispositif d'arrosage est actionnable manuellement par l'opérateur grutier.</p> <p>Constats : L'équipe d'inspection constate la présence d'un dispositif d'extinction à pulvérisation d'eau au niveau de la goulotte d'alimentation du pré-broyeur. L'exploitant précise la possibilité d'actionner ce dispositif manuellement par l'opérateur grutier. Il précise également qu'il est possible d'actionner ce dispositif d'extinction manuellement dans le local du pré-broyeur.</p> <p>L'équipe d'inspection a procédé à un test du dispositif d'extinction en demandant à l'exploitant de l'actionner par l'intermédiaire du dispositif actionnable dans le local du pré-broyeur. Le test est considéré comme concluant par l'équipe d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet